

Dialogue: Togo Debout ne jure que pour un gouvernement de transition



Le Front Citoyen « Togo Debout » (FCTD) vient de porter à la connaissance des acteurs politiques ses attentes du prochain dialogue annoncé pour décrier la tension politique au Togo. C'est à l'occasion d'une conférence publique tenue mercredi à Lomé sur le thème « Les Grandes Annonces du Front Citoyen Togo Debout sur le Dialogue politique du 15 février 2018 ». Dans le même temps, le Front annonce une série d'actions sur les prochains jours allant dans le sens de sa contribution pour un dialogue réussi.

Pour un dialogue réussi, le FCTD rappelle aux protagonistes et aux acteurs politiques la nécessité du respect de la Loi Fondamentale « qui ouvre une véritable ère démocratique pour le Togo ».

Ce respect, précise la déclaration liminaire ayant fait objet de la conférence, passe par ce que le peuple a exprimé à la commission pour les réformes présidée par Awa Nana et aussi au monde entier : le retour à la Constitution de 1992 avec la phrase « en aucun nul ne peut exercer plus de deux mandats ».

L'autre attente de Togo Debout est relative à la mise en place d'un gouvernement de transition. Le front exige impérativement à cet effet un gouvernement de transition qui aura comme mission la « création des institutions justes pour

le pays, afin de permettre le déverrouillage des institutions actuelles ».

{loadmoduleid 210}

Dans le même temps, il allègue que l'alternance est un droit naturel et démocratique.

« Tous les pays de la CEDEAO ont connu une alternance démocratique, le Togo ne peut pas continuer à briller par cette scandaleuse singularité », mentionne la déclaration.

Enfin, le Prof David Dosseh, (premier porte-parole du Front) et les siens convient à un respect des droits de l'homme. Partant de là, ils demandent la libération de tous les prisonniers politiques, comme expression du respect des droits humains et surtout comme manifestation tangible du refus de l'arbitraire pour s'inscrire dans un ordre nouveau.

Pour jouer sa partition à la réussite de ce dialogue, le Front annonce l'organisation d'un meeting d'information et d'exhortation sur le mardi 13 février prochain à Lomé et la remise d'un document le 14 février, veille du dialogue, aux autorités togolaises, à la coalition des 14 partis, aux médiateurs et à la CEDEAO.

Du côté du gouvernement, on indique que [la finalité du dialogue inter togolais est d'amener les acteurs politiques à s'entendre sur un texte constitutionnel consensuel](#) à soumettre à l'approbation du peuple togolais.